

Nationalisme, guerre et capitalisme



■ Quitte à conforter dans leurs foireuses appréciations certains de nos lecteurs assez sottement courroucés par la reprise sur notre site de deux textes quelque peu polémiques originellement publiés sur « Lundi Matin » – celui d’Ivan Segré et celui de Patricia Farazzi¹ –, voilà que nous récidivons aujourd’hui avec celui de l’ami Charles Reeve qui, provenant de la même source, risque de donner raison à ceux qui nous qualifient, au choix, d’ « ultragauchistes », de « pro-poutiniens » ou même d’ « antisémites » (ce qui ne manque pas de sel au vu de notre déjà longue histoire). Pour le coup, que nous soyons ou non d’accord avec tout ce qu’écrit l’auteur de ce texte – notamment sur son appréciation des événements de Maïdan en 2014 –, il a au moins le mérite, estimons-nous, de penser contre une certaine doxa dominante en puisant à des auteurs qui, comme Rosa Luxemburg et Karl Korsch, se situèrent clairement dans le camp de l’émancipation.

La sale guerre poutinienne contre l’Ukraine aurait donc la vertu, aux yeux de certains observateurs pétris de louables et humanistes intentions, de nous obliger à remiser tout esprit critique pour soutenir inconditionnellement le peuple ukrainien et son dirigeant. Au cas où la chose leur aurait échappé, nous leur rappellerons que c’est déjà ce que font nos propres gouvernants, ceux de l’Union européenne et de l’Occident tout entier. Pour ce qui nous concerne, si nous devons soutenir quelqu’un, ce serait, camarades, une nouvelle Makhnovtchina ayant tiré les leçons de l’ancienne et assez lucide pour renvoyer, dans un même mouvement, Poutine et Zelensky aux poubelles de l’histoire en rappelant aux anarchistes de ce temps que, hormis la guerre de classe, il n’en est aucune autre qui ne soit pas par avance maudite. Malheureusement, l’hypothèse n’est pas au programme.

En ce moment d’histoire chargé de lourds nuages, il n’est d’autre manière de résister à l’horreur du réel guerrier et à la pression de l’événement qu’en refusant de nous aligner sur les propagandes étatiques, para-étatiques, médiatiques ou simplement émotionnelles qui, dans tous les cas et de la même façon, nous obligent à choisir entre le camp du Bien et celui du Mal, tels qu’on nous les désigne. Dans cette guerre, aussi sale que toutes les autres guerres de conquête, il y a pour sûr un agresseur – Poutine – et un agressé – l’Ukraine. Mais de là à transformer Zelensky, ses soutiens du FMI et de l’OTAN, et a fortiori le bataillon Azov, en per-dreaux de l’année, il y a des limites.

D’où notre refus de nous aligner. Il n’est d’autre alternative, à nos yeux, que de raison critique garder. Quitte à nous attirer les foudres de certains lecteurs, ce que par avance nous assumons. Bonne lecture !

– À contretemps –

¹ Ivan Segré, « Le trio infernal : Poutine, l’OTAN et les néonazis » en ligne sur <http://acontretemps.org/spip.php?article905> et Patricia Farazzi, « Sidération » en ligne sur <http://acontretemps.org/spip.php?article908>. [NdÉ.]



– | –

Il arrive que la marche des choses dans ce vaste monde impossible soit mieux saisie dans une miniature du modèle global. Par exemple, dans un petit pays, une mini-société où les tares du capitalisme sont clairement exposées. Prenez le Portugal, situé aux marges de l'Europe, loin des territoires en conflit et des bruits de bottes. Pays où la démocratie représentative triomphante ne cache pas une corruption massive qui touche les institutions, de la plus petite mairie financée par le capitalisme prédateur (dont des financiers ukrainiens et russes) jusqu'aux forces armées corrompues qui vendent leurs armes, sur le marché noir, aux politiciens véreux qui se reproduisent par génération spontanée. Pays où la communauté de prolétaires immigrés ukrainiens dépasse les 30 000 personnes et où, récemment encore, la police des frontières a assassiné de sang-froid, à l'aéroport de Lisbonne, l'un d'entre eux – Ihor Homenyuk pour le nommer – lors d'un banal contrôle de papiers². Pays où, récemment encore, le ministère de l'Intérieur livrait aux fonctionnaires russes en poste les coordonnées des rares exilés qui manifestaient devant leur ambassade pour protester contre le régime. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un pays où, comme partout ailleurs, l'invasion de l'Ukraine par le régime de Poutine a déclenché un bruyant cortège de pleurs, de protestations et d'affirmations de solidarité avec le peuple ukrainien, un pays où, comme partout ailleurs, l'hypocrisie avance masquée, parée de vertu. Pour couronner le tout, il y a eu l'extraordinaire « affaire Abramovitch ». Le très connu multimillionnaire russe, acheteur de clubs de foot – passerelles de blanchiment d'argent sale – est devenu récemment portugais grâce à un de ces *Visas Gold* qui sont, depuis quelques années, vendus par le gouvernement socialiste local pour renflouer les caisses en échange d'un « investissement » dans l'immobilier. C'est ainsi que des milliers de personnages du même acabit achètent à tout-va châteaux, hôtels de luxe, demeures urbaines, vignobles renommés : Russes, Brésiliens, Ukrainiens, Chinois, Saoudiens, Américains et même Français avides de soleil bon marché. Le pays solde ses biens.

Mais venons-en à ce qui nous occupe. Probablement dénoncé par un ami jaloux, Abramovitch, est désormais dans de mauvais draps, ou presque... Après avoir été forcé de mouiller ses yachts de luxe en Turquie, après avoir échappé à des tentatives d'assassinat de la part de gens mal intentionnés, le voilà poursuivi par la justice de sa nouvelle patrie. En réalité, et au contraire de ce que nous affirmions, notre homme n'avait pas acheté un *Visa Gold*. Il a tout simplement obtenu sa nationalité en évoquant ses origines séfarades, encore un autre business récent pour les caisses de l'État portugais, donnant droit à la nationalité lusitanienne³. Sauf que le chef religieux de la

² Sur les récentes violences et crimes racistes au Portugal, lire : « Le Portugal face à son passé colonial », *CQFD*, n° 191 (octobre 2020).

³ Au cours des XV^e et XVI^e siècles, les juifs séfarades ont été expulsés du Portugal. Une minorité d'entre eux, contrainte et forcée, s'est convertie – les « nouveaux chrétiens » – pour pouvoir rester dans le pays et a été victime d'une sauvage persécution de la part de la terrible institution de l'Inquisition. La loi de 2015, dite de « réparation historique », attribue la nationalité portugaise à celles et ceux qui peuvent fournir la preuve d'être les descendants de cette population juive. Bien évi-

communauté juive de Porto, qui lui a fourni les preuves nécessaires pour avoir recours à la loi, avait bidouillé le dossier, avait produit des faux papiers et se trouve actuellement en prison⁴. Comme un vulgaire immigré clandestin, le malheureux Abramovitch est désormais menacé de perdre sa nationalité lusitanienne.

Je prétends que ces *Visas Gold* pour bandits riches et « respectables » sont une invention précieuse. Ils sont la preuve scientifique que la « nationalité » est une valeur marchande qui recouvre des mythes tout aussi falsifiés que les preuves de ses origines séfarades fournies par Abramovitch. Que toutes les idées et valeurs charriées par le nationalisme ne servent qu'à assujettir ceux qui ne possèdent rien à ceux à qui tout appartient. Allant jusqu'à faire mourir les premiers pour sauver les intérêts des seconds. C'est d'actualité, n'est-ce pas ?

Cette brève digression nous servira d'introduction. Au contraire de la guerre, le ridicule et l'indigne ne tuent point. En être conscient nous aide au moins à prendre un peu de hauteur pour affronter l'inhumain, nous démarquer de la bêtise et de la médiocrité de ceux qui nous entraînent vers l'abîme.

– II –

Guerre : un mot qui dit trop, qui ne peut pas être dit. Le dire, c'est déjà prendre position. Viktor Klemperer avait insisté dans son étude sur l'usage politique des mots dans les régimes totalitaires⁵. La formule « opération spéciale », employée par le régime russe constitue une vaine tentative pour masquer le lourd sens que le mot « guerre » a dans l'histoire, la barbarie qu'il évoque. Curieusement, son utilisation n'est pas originale ni même réservée aux régimes totalitaires ; elle fut utilisée dans d'autres circonstances par des régimes démocratiques ou autoritaires, lors de la guerre d'Algérie ou, encore, lors de la guerre coloniale portugaise, pour ne prendre que deux exemples récents.

Pas facile de discourir sur la barbarie de la guerre alors que des êtres continuent à s'entretuer, les uns pour défendre ce qu'ils pensent leur appartenir, les autres pour reprendre ce qu'ils pensent devoir leur appartenir, alors que des milliers se terrent dans des caves, dans des trous, avancent péniblement sur des routes défoncées traînant leurs sacs où sont tassées leurs maigres affaires de survie, les enfants hagards entre les ruines. Des images déjà vues, trop vues, interchangeableables, de l'ex-Yougoslavie à Grozny, d'Alep à Mossoul, puisqu'il y a continuité dans l'horreur. Difficile aussi, car dans les moments comme celui que nous traversons, l'affect domine, rend inaudible, indicible, illisible même, toute tentative de se dégager de la souffrance, de la barbarie qui nous écrasent. Et pourtant, celle ou celui qui veut continuer à penser le monde avec un regard critique « doit chercher à se placer au-dessus des choses, sinon il s'embourbe jusque par-dessus les oreilles dans le premier gâchis venu », écrivait en prison Rosa Luxemburg ; c'était le 26 janvier 1917⁶, la grande boucherie de la Première Guerre mondiale était en cours. La difficulté de « se placer au-dessus des choses », voilà le premier résultat de la bestialité d'une guerre. Essayons tout de même, faisons quelques pas, nous qui nous trouvons loin des combats et des bombes.

demment, marque de ces temps de libéralisme débridé, le recours à cette loi a entraîné une accumulation d'affaires de corruption impliquant des proches de politiciens liés à la promulgation de ladite loi.

⁴ *Publico*, Lisbonne, 18 mars 2022.

⁵ Viktor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Pocket, 2003.

⁶ Rosa Luxemburg, lettre de prison à Louise Kautsky, *Commencer à vivre humainement*, lettres choisies présentées et annotées par Julien Chuzeville, *Libertalia*, 2022, p. 88.

Après des années de théories modernistes sur les sociétés, de mises en question de concepts considérés comme dépassés, nous nous trouvons aujourd'hui replongés dans le fracas des bombes de toujours, de plus en plus meurtrières. Abreuvés du matin au soir par les idées du grand « gâchis » du passé, le nationalisme. Abreuvés par des récits patriotiques colorés de drapeaux. Saisi à vif par l'intervention militaire russe, l'esprit est tout naturellement séduit par les propos faciles sur l'état mental du chef du régime russe. Impossible d'éviter le lien étroit que tout pouvoir, de surcroît le pouvoir sans limite, entretient avec la folie, la paranoïa. Mais si cela peut expliquer telle ou telle décision, nous sommes là loin d'aborder les causes profondes de la guerre. Demeurent les discours centrés sur la géopolitique et les rapports de forces, eux aussi restant à la surface des mouvements du capitalisme. On sait que la « géopolitique », la géographie des rapports de force entre les nations, a remplacé, à l'avantage des classes dirigeantes, les analyses fondées sur la concurrence entre les forces capitalistes et les formes impérialistes du système. Les théories de la géopolitique, séparant économie et politique, ont gagné droit de cité après la Première Guerre mondiale ; elles ont épousé parfaitement les idées nazies de la lutte pour les « espaces vitaux ». Le communiste révolutionnaire Karl Korsch fut un des seuls théoriciens qui fit la critique de cette idée de « géopolitique », innovante dans la pensée bourgeoise et qui, depuis, n'a cessé de se populariser dans l'explication des mouvements de conquête du capitalisme concurrentiel⁷.

On ne manque pas de nous répéter que les vieux schémas ne permettent plus de comprendre la guerre, ses causes. On peut défendre le contraire, argumenter que, finalement, la guerre, cette guerre, vient prouver leur pertinence. Si nous vivons toujours dans des sociétés organisées pour la production du profit, fondées sur l'exploitation, divisées en classes avec des intérêts opposés, alors on ne voit pas pourquoi les causes de la guerre, celle-ci aussi, pourraient se trouver ailleurs qu'à la racine du système capitaliste, dans sa reproduction contradictoire. C'est dans les fondements de l'économie politique qu'on peut trouver les repères d'analyse permettant de comprendre les causes de la guerre. Quel autre chemin prendre pour réussir à « se placer au-dessus des choses », si terribles soient-elles ?

– III –

Comme dans toutes les situations où le fragile équilibre des sociétés inégalitaires et d'exploitation se fissure, voire s'effondre, tout n'est pas clair, le noir et le blanc gagnent en nuances. Lorsque la fumée des explosions se répand, l'horizon s'obscurcit d'autant. Des questions restent confuses. Est-ce que ce qui domine en Ukraine est le désir de se battre et, le cas échéant de mourir, pour ne pas se trouver soumis au hideux régime qui domine le peuple russe ? Dans quelle mesure ce rejet d'un régime qui veut s'imposer ne devient-il pas, de façon insidieuse, l'élément majeur d'une autre aliénation, la soumission à un autre mythe nationaliste ? Sûre d'elle, le 25 mars, une éditorialiste faiseuse d'« opinion publique » d'un grand journal espagnol nous assurait que les Ukrainiens ne se battaient pas pour avoir des sacs Vuitton mais pour la liberté ! Or, on a de bonnes raisons de penser que c'est justement la liberté de posséder des sacs Vuitton qui définit les contours de la « liberté » dans ce monde-ci. Ce qui veut dire que ceux qui se battent et meurent n'auront jamais de sacs Vuitton, et que « la

⁷ Karl Korsch analyse, en 1943, dans la revue *New Essays* (New York), les idées des théoriciens de la géopolitique, en particulier l'Américain Mackinder et le général allemand Karl Haushofer, ce dernier ayant ensuite influencé Rudolph Hess et d'autres théoriciens de l'expansionnisme nazi. La question est brièvement abordée dans son texte « *The World Historians* » (1942), traduction de Serge Bricianer et Claude Orsoni, in : Karl Korsch, *Notes sur l'Histoire*, Smolny, Toulouse, 2011.

liberté » sera celle de ceux qui ne se battent pas et qui possèdent déjà lesdits sacs et bien d'autres avantages en nature.

Question encore : est-ce le nationalisme qui est à la source de la guerre ou bien – et le cas ukrainien semble bien le corroborer –, la guerre est-elle l'activité barbare qui permet d'engendrer et de fonder l'idée nationaliste et patriotique qui en découle ? D'où la place privilégiée que cette activité sanglante promet aux idées réactionnaires, xénophobes, des groupes néo-nazis. En Ukraine, où, comme le soulignait Yvan Segré tout récemment⁸, ces courants sont à l'œuvre de façon dominante, la confusion n'est pas permise. Avec justesse, il rappelait que les mêmes qui ne manquaient jamais de souligner hier les propos de bistrot antisémites de tel ou tel Gilet jaune, se montrent aujourd'hui forts tolérants envers les néo-nazis ukrainiens antirusse.

La guerre n'obscurcit pas toutes les questions, elle en éclaire aussi d'autres. Quoi de plus indécent, par exemple, que le traitement à géométrie variable que les États occidentaux réservent, ou plutôt promettent, aux réfugiés arrivés d'Ukraine ? Mettant à nu les intérêts économiques qui fondent cet amour soudain pour la condition de réfugié, allant du roi de Hollande aux patrons de la plateforme airbnb... Dans une Europe où des milliers de réfugiés des guerres menées par les pouvoirs occidentaux survivent dans les rues, dorment sous les ponts ou dans la boue des campements de fortune, se noient sans secours en tentant d'y trouver refuge ou en tentant de se déplacer, les États se démènent pour « accueillir » et aider matériellement les réfugiés d'Ukraine. Un « accueil » qui cache mal leur intérêt économique pour des personnes considérées comme « blanches » et « chrétiennes » – exploitables tout de suite, avouera même un homme politique français. Une indécence et un cynisme qui dévoilent la vraie nature raciste et xénophobe des seigneurs du pouvoir et de leur système. Après les mensonges sur la pandémie, voici venus les discours officiels sur les « bons réfugiés ». Les promesses ne sont pas la réalité, et le moment viendra assez vite où ces « bons réfugiés » se verront confrontés à la vraie condition de réfugiés en capitalisme libéral. Accueillies dans une petite bourgade non loin de l'infâme campement de Calais, où moisissent depuis des années de « mauvais réfugiés », des jeunes femmes arrivées d'Ukraine élèvent la voix et pointent l'hypocrisie. Demandent-elles quelque chose de particulier à l'État français ? Oui, répondent-elles : « Que tous les réfugiés – les Afghans, les Syriens – puissent être accueillis avec les mêmes droits, avec la même chaleur et empathie que les Ukrainiens.⁹ » Cette affirmation inattendue d'internationalisme tranche avec les discours guerriers qui passent en boucle. Elle peut s'ajouter aux affiches qui ont un moment recouvert des panneaux publicitaires sur les routes d'Odessa : « Soldats russes avec nous ! »¹⁰. L'humain ne se soumet pas toujours à l'horreur.

– IV –

Je lisais récemment que Lénine, auteur qui n'accompagne pas forcément mes soirées de lecture, disait que la politique n'est jamais qu'un concentré de l'économie¹¹ – la guerre étant, à ce titre, un concentré de cette même politique. L'homme s'y connaissait, en politique. Alors, quittons les récits qui expliquent peu, qui prolongent

⁸ Article cité et référencé en note 1. [NdÉ.]

⁹ Anne Diatkine, « Les Ukrainiennes de Dakh Daughters réfugiées en France : Vire et revenir », *Libération*, 21 mars 2022.

¹⁰ Jean-Baptiste Naudet, « Odessa la rebelle », *L'Observateur*, 10 mars 2022.

¹¹ La formule de Lénine est rappelée par Michael Roberts dans « Ukraine : the Economic Consequences of the War », *The Brooklyn Rail*, New York, mars 2022. Je puise aussi dans son texte l'essentiel des données économiques qui suivront.

la confusion, et tentons d'approcher les conditions matérielles de la vie sociale, les rapports sociaux qui fondent ce qu'on appelle l'« économie ».

L'Ukraine est donc, aujourd'hui, en passe de rejoindre le vaste terrain de ruines qui s'étend, année après année, sur la surface de la planète, suivant en cela le même destin que d'autres sociétés. Une guerre de plus dans les prolongements successifs de fin de « guerre froide », dont d'autres peuples et populations ont déjà subi les effets sanglants, de la Bosnie à l'Afghanistan et à la Tchétchénie, de l'Irak à la Syrie, à la Lybie et au Yémen. Il semble bien qu'un modèle s'impose pour les pouvoirs capitalistes dominants. Ce qu'ils ne peuvent pas dominer, ils le détruisent, réduisant d'autant l'espace de la globalisation de l'économie capitaliste.

En un peu plus d'une décennie, l'Ukraine est passée de la dépendance de la Russie à celle du FMI. Si le pays possède des terres parmi les plus riches de la planète, il reste profondément arriéré et pauvre. Trente pour cent de la population vit dans les campagnes et environ 14 % de la force de travail cultive la terre, mais la productivité y demeure très faible. Au moment de la crise politique de 2014, l'endettement du pays auprès de la Russie était très important. Se trouvant dans l'incapacité de poursuivre le remboursement de la dette au « Grand Frère », l'Ukraine s'est alors tournée vers le FMI qui a entrepris de lui fournir les prêts nécessaires pour maintenir l'économie à flots.

Les révoltes urbaines et l'insurrection de Maïdan, en 2014, ont représenté un tournant décisif. On sait aujourd'hui que ces événements ont permis aux forces réactionnaires nationalistes et xénophobes, aux groupes minoritaires néo-nazis, de prendre une place importante dans la vie politique, probablement sans commune mesure avec leur force dans la société¹². Mais, au-delà du fait politique autour duquel s'est structurée la renaissance du nationalisme ukrainien, Maïdan a signifié avant tout la rupture avec la dépendance russe et l'amorce de la dépendance envers les économies capitalistes occidentales. Un endettement suivra l'autre. En échange de ses interventions et prêts, le FMI impose, comme toujours, l'application de politiques libérales, de privatisations et d'austérité sociale. On connaît les recettes : les salaires ont stagné, les aides sociales et les systèmes de retraite ont été attaqués, les services publics – héritage croulant de l'ancien régime capitaliste d'État – ont été démantelés, les dépenses sociales ont été coupées de moitié en quelques années. La politique de privatisations s'est concentrée, dans un premier temps, sur le secteur bancaire afin de contrôler la corruption et le pillage des ressources et sur les terres agricoles et les ressources minières (dans le Donbass surtout) au profit des multinationales du capitalisme occidental. La dette envers la Russie a été négociée, avec la médiation de l'Allemagne, sans trop de succès, et l'intervention du FMI s'est poursuivie jusqu'au déclenchement de la guerre.

Pendant des années, le capitalisme occidental a fait un usage direct des fonds des prédateurs russes et ukrainiens, qui furent blanchis dans divers réseaux, allant du foot à l'immobilier et au luxe, avec un « ruissellement » non négligeable vers des secteurs des bourgeoisies parasites occidentales. Ce qui explique notamment l'hypocrisie des discours actuels sur le gel des fortunes des oligarques. Il faut considérer que l'effondrement du capitalisme d'État en Russie a accouché d'une société monstrueusement inégalitaire, où les plus riches possèdent une fraction de la richesse nationale qui est l'une des plus élevées de toutes les économies capitalistes. Inversement, l'importance de l'investissement des capitalistes européens en Russie – qui représente

¹² Peu à peu, des reportages, témoignages et analyses confirment ce fait. Il va sans dire que le reconnaître ne signifie nullement cautionner les propos propagandistes du régime totalitaire de Poutine.

entre 50 et 75% du total – est énorme. Si on y associe l’importation du gaz russe, on comprend le pourquoi de l’inefficacité des menaces et propositions de sanctions. Le modèle fut le même en Ukraine : dans un pays où la grande majorité de la population vit misérablement, une nouvelle bourgeoisie et une classe moyenne moderniste ont pris forme à l’ombre des grands oligarques prédateurs dont, entre autres, le très mondain M. Kolomoisky, ami et soutien de M. Zelensky¹³. L’image passée en boucle du grand centre commercial bombardé dans le quartier résidentiel moderne de la capitale ukrainienne parle aussi de rapports de classe, d’inégalité et d’injustice sociale. Autour du squelette fumant du centre commercial, les grues et les hauts immeubles en construction signalent la vaste spéculation immobilière qui était en cours avant l’invasion de l’armée russe. De toute évidence, pour l’état-major de l’armée russe, les sacs Vuitton et les grandes enseignes du prêt-à-porter représentent aussi la liberté occidentale qu’il est censé combattre. Comme ils se ressemblent, les deux frères ennemis !

La guerre ne peut qu’affaiblir une économie russe fragile, peu diversifiée, reposant pour l’essentiel sur l’exploitation et l’exportation de sources d’énergie et de ressources naturelles – une économie qui est pratiquement en stagnation depuis dix ans.

La tentative de prendre le contrôle de l’Ukraine, de ses réserves naturelles et minérales, est un enjeu important pour le capitalisme occidental. Pour la puissance russe, sa perte était déjà annoncée depuis une dizaine d’années. Le tournant de Maïdan avait mis en relief la faiblesse économique de la Russie face aux forces capitalistes de l’Ouest. Dans ce sens, il annonçait la guerre à venir. Compte tenu de cette faiblesse, on peut difficilement parler d’un affrontement entre deux impérialismes, mais plutôt d’un combat de défense d’une puissance militaire qui n’a pas les moyens économiques de son objectif : la défense de ses intérêts menacés par le capitalisme occidental. Il s’agit d’une situation historique nouvelle qui pourrait bien déboucher sur un enchaînement barbare. Un éventuel arrêt des combats et des destructions, les perspectives de négociation qui se dessinent, comportent déjà cette défaite du pouvoir russe. La « neutralité » ukrainienne se fera, peut-être, au prix de l’acceptation de son intégration dans le capitalisme occidental par la voie des politiques économiques libérales du FMI. En tout état de cause, de part et d’autre des lignes de front, le peuple ukrainien et le peuple russe seront les vrais perdants face aux intérêts des bourgeoisies et des capitalismes présents.

Comme seront perdants aussi ceux qui, dans nos sociétés, subiront les conséquences massives de cette guerre. La tendance qui s’était affirmée au cours de la pandémie du Covid – l’augmentation de l’inégalité sociale et l’appauvrissement rapide et généralisé des classes populaires – va se confirmer et se renforcer avec les conséquences de la guerre, de l’inflation à la reprise des dépenses d’armement. À l’occasion de la pandémie, on a souvent entendu des propos néomalthusiens modernistes selon lesquels la pandémie allait remplacer la guerre dans la régulation des populations. Raisonnements imprudents fondés sur l’illusion de la fin des affrontements guerriers en Europe malgré le précédent de l’intervention militaire dans l’ex-Yougoslavie. Le capitalisme ne remplace pas les horreurs, il les additionne, il en crée de nouvelles tout en reproduisant les anciennes. Surtout, il se montre fidèle à ses vieux principes de

¹³ Lire : « Les “chanceux” de Bukovel » de Florence Aubenas – *Le Monde*, 16 mars 2022 –, un portrait saisissant de la nouvelle bourgeoisie ukrainienne en temps de guerre. Bukovel est une luxueuse station de sports d’hiver, propriété d’un oligarque ukrainien, où se sont « réfugiés » de nombreux bourgeois, nouveaux riches et assimilés dès le début de la guerre. Pendant que les bombes tombent sur le peuple ukrainien, ce peuple moderniste et amateur de sacs Vuitton « cul-pabilise » dans des hôtels de luxe.

fonctionnement. La guerre reste au cœur de la bête, le capitalisme la porte dans son sein et dans la logique de son fonctionnement. Avec les attributs qu'elle engendre, et qui l'engendrent : le nationalisme, le patriotisme, le racisme.

Dans le système d'exploitation, de production de profit, la guerre reste une carte fondamentale dans la « solution » de ses contradictions, de ses crises.

– V –

En 1936, Antonin Artaud écrivait : « L'homme qui admet la patrie c'est un homme qui trahit. Elle [la patrie] fait de l'homme un traître à son semblable. » L'Europe avançait alors à grands pas vers la barbarie. Nous ne voyons pas encore avec clarté vers quels précipices nous mène aujourd'hui la marche aveugle du capitalisme. Nous sommes néanmoins certains que la résurgence des idées nationalistes et patriotiques, leur capacité à prendre la forme de forces sociales capables de mobiliser, sont un signe sombre et ne peuvent annoncer que de nouveaux désastres.

Il y a quelques années encore, nous étions loin de penser qu'une telle évolution serait possible. Sans aucun doute, le nationalisme a toujours été engendré par le développement du capitalisme ; jamais il n'a cessé d'être un ingrédient des forces politiques qui le légitiment, celles de la gauche aussi, sans parler des poussées de patriotisme xénophobe qui ont jalonné le parcours des partis communistes issus du stalinisme. Le triomphe de l'individualisme libéral a pu faire croire que ces temps étaient révolus. L'ancien mouvement ouvrier organisé, partis et syndicats associés à cette gauche nationaliste, jouant toujours dans les limites de l'État-nation alors même que le capitalisme se mondialisait, ont produit et défendu l'idée que le seul collectif possible était celui de ces organisations, dirigées par leurs chefs. Leur défaite et décomposition, la crise de la représentation et du fait politique, ont semblé laisser un vide du collectif. Pas tout à fait toutefois, car de nouveaux mouvements ont fait irruption dans les sociétés modernes, cherchant à construire un autre sens du collectif, porteur d'un contenu de démocratie réelle, plus autonome et émancipateur, opposé au fonctionnement bureaucratique des vieilles institutions.

Aujourd'hui, alors que la guerre en Europe domine les esprits et paralyse les réactions, on entend volontiers des avis savants, souvent issus de cette gauche autoritaire opposée depuis toujours à l'auto-émancipation, insinuer, avec regrets certes, que le retour du nationalisme et du patriotisme, de l'action guerrière, serait une réaction collective inéluctable aux désirs de l'individualisme, de l'égoïsme libéral. La haine de l'autre, la pulsion de mort, seraient-ils le seul refuge actuel du collectif ? Il s'agit là d'un discours inacceptable, porté par ceux-là mêmes qui ont toujours fait barrage aux combats pour des collectifs autonomes, subversifs, présentés comme impossibles. Dans la formule toujours actuelle de « socialisme ou barbarie », il faudrait donc choisir la barbarie car la remise en question du monde capitaliste resterait irréaliste, impossible.

Pour nuancer le constat d'échec de leur réalisme, d'autres s'évertuent à opposer patriotisme et nationalisme. Tâche impossible car il n'y a pas de nationalisme sans patriotisme. En soi, le patriotisme est vide de sens, il ne s'affirme véritablement que dans le mouvement du nationalisme qui mène inévitablement à la guerre. Cela étant, le nationalisme, idée devenue force sociale, a fait historiquement ses preuves pour mobiliser les êtres à mourir et à faire mourir les autres. Dans la guerre, au-delà des capacités techniques, la mobilisation nationaliste est un facteur déterminant. L'armée russe en Ukraine en fait les frais. *A contrario*, dans le monde moderne jamais l'idée de nationalisme n'a amené un changement des rapports sociaux d'exploitation.

Une fois passé le fracas des bombes, une fois les morts enterrés et les ruines déblayées, dans les esprits comme dans les territoires, le peuple de l'Ukraine aura à payer son prix de la guerre et de la victoire de « son » nationalisme. Il y aura gagné un renforcement de son identité à un espace-État, il n'aura rien changé à sa dépendance à la bourgeoisie ukrainienne et ses amis, il y sera d'autant plus asservi à leurs intérêts de classe. À Bukovel, les spas, les boutiques et les hôtels de luxe, les pistes de ski, se rempliront à nouveau. L'état des choses du monde ne sera pas mieux qu'avant, plutôt le contraire. Et la pauvreté des exploités ne sera que plus vaste.

Le nationalisme et le patriotisme sont les formes les plus négatives, mortifères, du collectif. Sa négation même, si l'on tient pour vrai collectif l'aspiration à l'émancipation humaine. Le dernier refuge du collectif – cette façon de faire société – ne peut nullement être cette forme indigne de trahison, d'être ensemble contre l'autre, d'être ensemble pour défendre l'inégalité sociale. Le nationalisme est la peur du collectif qui produit l'émancipation, l'égalité sociale. S'il s'affirme avec cette force, à nouveau de nos jours, c'est bien parce que les formes du collectif émancipateur ne sont pas encore suffisamment fortes pour s'imposer, pour s'élargir, se développer. Toute guerre fait reculer le temps et la possibilité d'un monde nouveau. La guerre est la preuve que la nature barbare du capitalisme n'a pas changé. Elle est le stade suprême de notre impuissance. Dépasser ce stade dès que possible est notre seule guerre à nous.

Charles REEVE*

– À *contretemps* /En lisière/... 2020 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article...>]



AC

* Texte paru dans [lundimatin#334](#) sous le titre : « Contre le collectif mortifère du nationalisme : la guerre et le capitalisme ».